



Covid 19 : unis et solidaires aux côtés des travailleurs-ses.

Les Unions Départementales de Seine-Saint-Denis CGT, Cfdt, FO, CFE-CGC, CFTC, Solidaires, UNSA et FSU tiennent avant tout à exprimer leur soutien total aux salarié.e.s qui sont en première ligne pour faire tourner le pays et en particulier en Seine-Saint-Denis, dans des conditions inacceptables mettant en péril leur vie et celle de leurs proches : les soignant.e.s en premier lieu, les personnels d'entretien, les postiers, les pompiers, les énergitiens, les territoriaux, les logisticiens, les salarié.e.s des transports et des commerces alimentaires - professions souvent les plus mal rémunérées !

Nous dénonçons les ordonnances qui découlent de la « loi d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ». Ces ordonnances ne sont pas destinées à faire la « guerre » au Coronavirus mais bien aux droits des salariés, en s'attaquant brutalement à leurs congés payés et à leurs jours de repos dans toutes les entreprises. Elles permettent aux employeurs de certaines entreprises d'imposer à leurs salariés des journées de 12h de travail, des nuits de 12h de travail et des semaines de 60h de travail. Ces ordonnances qui répètent à longueur d'alinéas « l'employeur peut imposer » sont faites pour répondre aux besoins du patronat, pas aux besoins de la population. D'ailleurs, elles ont une durée de vie qui peut aller jusqu'au 31 décembre 2020, c'est-à-dire bien au-delà de la période d'épidémie !

- **Nous exigeons le maintien de toutes les dispositions du Code du travail en matière de congés payés, de jours de repos ainsi que de durée du temps de travail, et exigeons le retrait immédiat de ces ordonnances.**

A mesure que la pandémie gagne les entreprises et les administrations de Seine-Saint-Denis, entraînant des victimes parmi les collègues de travail, la colère des salariés monte contre les décisions gouvernementales. C'est bien ces dernières qui laissent la possibilité aux employeurs de mettre en danger la santé et la vie des travailleurs parce qu'ils ont refusé de fermer les entreprises « non essentielles » comme les plateformes logistiques, les livraisons uberisées, la production dans le secteur automobile, aéronautique, le BTP, etc...

- **Nous exigeons l'arrêt immédiat des activités non essentielles en réaffectant aux hôpitaux les matériels de protection utilisés pour ces activités. Dans ce sens, une liste doit être dressée.**

C'est bien ce gouvernement et les politiques d'austérité menées depuis des années qui sont responsables de la situation tragique que vivent actuellement les hôpitaux, incapable d'endiguer la vague meurtrière de l'épidémie. Ce ne sont pas seulement les masques qui viennent à manquer, mais l'ensemble du matériel de soins (respirateurs, bouteilles d'oxygène, antibiotiques, curare, pousse-seringues, blouses, housses...). Rappelons que notre pays est la sixième puissance mondiale et que nous sommes les 1^{er} en Europe pour le versement de dividendes !

- **Nous exigeons la réquisition immédiate des secteurs industriels pour produire massivement des masques, du gel, du matériel respiratoire...**
- **Nous exigeons la suppression des dividendes pour les actionnaires dans toutes les entreprises comme contribution de solidarité à la Nation.**
- **Nous exigeons le déblocage immédiat d'un budget supplémentaire pour financer la santé publique.**

En Seine-Saint-Denis, l'épidémie est encore plus dévastatrice. Les décès ont bondi de +63 %. Bien plus que dans les autres départements d'Ile-de-France. La précarité, les conditions même de logement rendent encore plus difficile qu'ailleurs le confinement. La prévalence forte de certaines pathologies sur notre département (obésité, diabète...) expose encore plus la population aux graves complications du Covid 19. Dans un environnement hospitalier sous-doté en lits par rapport à la moyenne nationale, c'est bien l'ensemble des services publics qui n'a eu de cesse d'être attaqué. Ces dernières années par des politiques d'austérité, en réduisant les budgets et les personnels. Ce sont pourtant eux, aujourd'hui, les premiers de cordée. Ces politiques n'ont que trop duré ! Nous exigeons que toutes les revendications soient satisfaites. Notre département mérite une réflexion large avec tous les acteurs sur le devenir de nos services publics.

La question de l'industrie doit aussi être traitée. Il faut que les entreprises, les secteurs délocalisés au nom du profit, soient relocalisés et que la production de matériel de santé, de médicaments, de sécurité... soit immédiatement nationalisée. Notre département a les capacités foncières d'un accueil massif.

Nos Unions Départementales sont, avec leurs structures, aux côtés de tous les salariés qui refusent de servir de chair à canon et se défendent en utilisant tous les moyens à leur disposition : leur colère est légitime et c'est de notre responsabilité d'aider à ce qu'elle s'exprime.

De ce point de vue, la liberté de circulation des délégué.e.s syndicaux.ales pour se rendre sur les lieux de travail notamment lors d'une grève ou d'un droit de retrait et ainsi exercer leur mandat syndical pourtant garanti par la constitution doit être respectée.